

Maître d'Ouvrage :



SAIEM de Construction de DRAGUIGNAN
247 Rue Jean Aicard
83300 DRAGUIGNAN

RESTRUCTURATION DE BATIMENTS EN LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

12 ET 14 AVENUE VICTOR HUGO 83690 SALERNES PARCELLES AI720 ET AI721



ARCHITECTE :	PIERRE MARINO ARCHITECTE DPLG 40, QUAI D'AGGRIPPA 83600 FREJUS
ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION / MAITRE D'OEUVRE D'EXECUTION / OPC :	CHRISTOPHE PISANO 1442 VIEILLE ROUTE DE GRASSE LA SAMBRE N°20 83300 DRAGUIGNAN
THERMIQUE / FLUIDES CONCEPTION :	BET DEMEURE 313, AVENUE PATRICK ROSSO 83300 DRAGUIGNAN
BET STRUCTURES CONCEPTION :	BET SERENDIP 18, TRAVERSE POURRIERE 13008 MARSEILLE
ACOUSTIQUE CONCEPTION :	PIERRE BARLES CONSULTANT 41, RUE DU DOCTEUR MOURRE BP4 83460 LES ARCS SUR ARGENS
CONTROLEUR TECHNIQUE :	SOCOTEC POLE EXCELLENCE JEAN LOUIS 34 VIA NOVA CS20003 83618 FREJUS CEDEX
COORDINATION SPS :	SO SPS OLIVIER SCHMIDT 4 RUE DU FOUR NEUF 83670 BARJOLS
GEOTECHNICIEN :	GEOTERRIA 42 AVENUE JOLIO CURIE 83130 LA GARDE

Document :	Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) Lot n° 0 Désamiantage	
	Phase PRODCE	NOVEMBRE 2024

SOMMAIRE :

0.0 – PRESCRIPTIONS GENERALES	3
0.0.1 – OBJET DU PRESENT LOT	3
0.0.2 – GENERALITES	3
0.0.3 – NORMES ET REGLEMENTS	3
0.0.4 – GENERALITES SPECIFIQUES AUX TRAVAUX DE DESAMIANTAGE	6
0.04.1 – DEFINITION DU PROJET	6
0.04.2 – QUALIFICATION DES ENTREPRISES	6
0.04.3 – PLAN DE RETRAIT	7
0.04.4 – MODE OPERATOIRE	8
0.0.5 – INSTALLATIONS DE CHANTIER	8
0.0.6 – DECHARGES POUR LES DECHETS AMIANTES	9
0.0.7 – CONTROLES DES TRAVAUX EN COURS DE CHANTIER	9
0.0.8 – CONTROLES ET ANALYSES	9
0.0.9 – MOYENS DE LEVAGE / ECHAFAUDAGES	9
0.0.10 – EQUIPEMENT INDIVIDUEL	9
0.0.11 – TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB	10
0.1 – PREAMBULE :	10
0.2 – ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE RETRAIT :	10
0.3 – INSTALLATIONS SPECIFIQUES AUX TRAVAUX DE DESAMIANTAGE :	10
0.4 – DEPOSE ET EVACUATION DES MATERIAUX AMIANTES :	10
0.5 – NETTOYAGE :	13
0.6 – GESTION DES DECHETS AMIANTES :	14
0.7 – CONTROLES ET ANALYSES :	15
0.8 – D.O.E. ET RAPPORT FIN DE CHANTIER :	15

0.0 – PRESCRIPTIONS GENERALES

0.0.1 – OBJET DU PRESENT LOT

Le présent lot concerne les clauses techniques particulières relatives aux prestations de **désamiantage en préalable aux futurs travaux de réhabilitation des bâtiments ancienne école des garçons et 14 avenue Victor Hugo à Salernes correspondant aux parcelles AI720 et AI721.**

0.0.2 – GENERALITES

L'entrepreneur du présent lot doit mettre en place ses moyens de chantier (y compris sécurité et protection de la santé), son énergie, son personnel compétent en nombre suffisant. Le site doit être maintenu propre.

L'Entreprise qui accepte son marché, reconnaît avoir pris parfaitement connaissance :

- d'une part des pièces contractuelles relatives à son marché, jointes ou non jointes (Normes, règlements, etc...) ;
- d'autre part des lieux du projet, des contraintes liés à la nature du sol, de la disposition des ouvrages à construire, des accès et des particularités des environnants au chantier, de l'organisation spécifique dans l'espace et dans le temps des travaux ;
- et enfin des diverses contraintes juridiques et administratives (de voisinages, compagnies concessionnaires, protection des ouvrages apparents ou enterrés, droits de décharges, droits d'emprise sur voiries publiques ou privées, etc...). Il ne pourra donc prétendre à aucun supplément, indemnité pour éventuelle imprévision.

Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et tout particulièrement en respectant les DTU, Normes et Règlements. Ces documents en sont pas matériellement joints au dossier mais l'Entrepreneur est réputé les connaître et les appliquer.

L'entrepreneur du présent lot est sensé s'être rendu sur place, avant la remise de son offre et avoir ainsi une parfaite connaissance de toutes les difficultés liées au site, et éviter toutes omissions d'exécution d'ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur devra également prévoir dans son offre l'intégralité des frais inhérents à l'ensemble des exigences et obligations de résultat, des normes en vigueur et des demandes du Coordonnateur SPS.

L'entreprise doit, également dans le cadre de son forfait, la complète protection de tous les ouvrages existants conservés dans toute la zone du projet y compris de tous les abords immédiats (immeubles voisins, domaine public, ...).

Les installations de chantier et de sécurité seront conformes à la législation du travail, aux règlements administratifs et de sécurité ainsi qu'aux directives du PGC établi par le CSPS (joint au présent appel d'offre).

La valeur de tous les travaux de protection collective ou individuelle des travailleurs pendant la durée du chantier sera incluse dans le montant forfaitaire soumissionné.

0.0.3 – NORMES ET REGLEMENTS

Toutes les prescriptions des Documents Techniques Unifiés et documents connexes, des normes, certifications et règlements en vigueur à la signature des marchés et des cahiers des charges seront strictement appliqués pour l'exécution des travaux, et notamment :

Indications du REEF, en ce qui concerne les travaux du bâtiment, les DTU, cahier des clauses techniques générales, nouveau fascicule 70 et annexes et les normes françaises AFNOR,

Normes UTEC 15-100 et C. 90-120 complété de l'additif technique du 16 février 1977,

Fascicules du CPC des marchés publics,

Règles sanitaires et de voirie du département et de la ville du lieu de construction,

Arrêté du 29 juin 1977 relatif à l'interdiction du flocage de revêtements à base d'amiante dans les locaux d'habitation

Décret n° 78-394 du 20 mars 1978 modifié relatif à l'emploi des fibres d'amiante pour le flocage des bâtiments

Décret n° 88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (Nouvelle partie Législative) : Titre 3 Prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail - Chapitre 4 Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante - Articles L1334-1 à L1334-17

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (Nouvelle partie Réglementaire) : Chapitre 4 Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante et contre les nuisances sonores - Section 1 Lutte contre la présence de plomb - Section 2 Prévention des risques liés à l'amiante dans les immeubles bâtis - Articles R1334-1 à R1334-29-9

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (Nouvelle partie Réglementaire) : Chapitre 7 Dispositions pénales - Section 1 Salubrité des immeubles et des agglomérations - Section 2 Exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis - Section 3 Bruits de voisinage - Articles R1337-1 à R1337-10-2

Circulaire conjointe n° 98-589 du 25 septembre 1998 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Arrêté du 1er juin 2015 modifié relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante

Arrêté du 23 décembre 2020 relatif au contenu et aux modalités de transmission des rapports annuels d'activité prévus aux articles R. 1334-23 et R. 1334-25 du code de la santé publique et à l'article R. 271-2-1 du code de la construction et de l'habitation

CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Législative et Réglementaire) : Titre 2 Mises en demeure et demandes de vérifications - Chapitre 2 Demandes de vérifications, de mesures et d'analyses - Articles L4722-1 à L4722-2, R4722-1 à R4722-33

Arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail

Directive 2009/148/CE du 30 novembre 2009 modifiée du Parlement européen et du Conseil concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail

Instruction n° DGT/CT2/2015/238 du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations

Arrêté du 6 mars 2018 modifié relatif à l'utilisation du heaume ventilé à des fins d'étude lors d'opérations comportant un risque d'exposition aux fibres d'amiante

Arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis

Arrêté du 16 juillet 2019 modifié relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis

Directive (UE) 2023/2668 du 22 novembre 2023 du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2009/148/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail

Circulaire n° 2001-460 du 24 septembre 2001 relative à la mise en oeuvre des dispositions réglementaires relatives aux diagnostics des flocages, calorifugeages et faux plafonds contenant de l'amiante prévues par le décret 96-97 modifié du 7 février 1996

Arrêté du 19 août 2011 modifié relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis

Arrêté du 19 août 2011 modifié relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis

Arrêté du 14 août 2012 modifié relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages

Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du "dossier technique amiante"

Arrêté du 8 avril 2013 modifié relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en oeuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante + rectificatif

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

Décret n° 2017-34 du 13 janvier 2017 modifié portant création de la commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment

Arrêté du 30 mai 2018 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages

Arrêté du 1er octobre 2019 modifié relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses

Arrêté du 25 juillet 2022 modifiant divers arrêtés relatifs à la prévention des risques liés à l'amiante

Décret n° 2023-574 du 6 juillet 2023 modifiant le décret n° 2017-34 du 13 janvier 2017 portant création de la commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment

Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du

diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termite, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification

NF P94-001 (novembre 2021) : Repérage amiante environnemental - Étude géologique des sols et des roches en place - Mission et méthodologie (Indice de classement : P94-001)

NF EN ISO 16000-7 (septembre 2007) : Air intérieur - Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air (Indice de classement : X43-404-7)

NF X46-020 (août 2017) : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-020)

FD X46-033 (mars 2023) : Guide d'application de la norme NF EN ISO 16000-7 - Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air (Indice de classement : X46-033)

FD X46-038 (août 2023) : Guide pour l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante repérés dans les immeubles bâtis (Indice de classement : X46-038)

FD X46-041 (octobre 2020) : Fascicule de documentation de la norme NF X46-020 - Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-041)

NF X46-100 (juillet 2019) : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en oeuvre d'une activité - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-100)

NF X46-101 (janvier 2019) : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les navires, bateaux et autres constructions flottantes - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-101)

NF X46-102 (novembre 2020) : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-102)

Guide technique - Flocages à base d'amiante - Aide à la programmation et au choix des travaux, à destination des propriétaires et maîtres d'ouvrage (Cahiers du CSTB, Cahier 3223, mai 2000)

Repérage de l'amiante, mesures d'empoussièrement et révision du seuil de déclenchement des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante - Analyse et recommandations (juin 2014)

Rapport Carto Amiante (Ouvrage, OPPBTP Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avril 2021)

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Arrêté du 17 février 2021 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant

Arrêté du 17 mai 2021 relatif à l'ouverture, dans les régions Hauts-de-France, Pays de la Loire, Occitanie, Normandie et La Réunion, du pilote de la plateforme DEMAT@MIANTE relative à la transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulation d'amiante

Arrêté du 25 juillet 2022 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant et les conditions d'accréditation des organismes certificateurs

Arrêté du 22 décembre 2022 relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulation d'amiante ainsi que des avenants et informations s'y rapportant ainsi que de déclarations aux organismes certificateurs en vue de la programmation d'opérations de surveillance dite DEMAT@MIANTE

NF X46-010 (août 2012) : Travaux de traitement de l'amiante - Référentiel technique pour la certification des entreprises - Exigences générales (Indice de classement : X46-010)

NF X46-011 (décembre 2014) : Travaux de traitement de l'amiante - Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises (Indice de classement : X46-011)

NF X46-021 (septembre 2021) : Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie + Amendement A1 (février 2024, 2ème tirage avril 2024) (Indice de classement : X46-021)

Procédés d'encapsulation des flocages fibreux par imprégnation ou revêtement - Reconnaissance des flocages fibreux (Cahiers du CSTB, Cahier 3036, avril 1998)

Traitement des flocages et calorifugeages fibreux à base d'amiante - Terminologie (Cahiers du CSTB, Cahier 3103, février 1999)

Procédés d'encapsulation des flocages fibreux à base d'amiante par imprégnation ou revêtement - Classes d'exposition aux chocs (Cahiers du CSTB, Cahier 3141, juin 1999)

Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment

Circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

Circulaire du 20 décembre 2006 relative aux installations de stockage de déchets inertes

Circulaire du 26 juin 2012 relative à la taxe générale sur les activités polluantes - Déchets contenant de l'amiante - Situation applicable au 1er juillet 2012

Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
 Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets de sédiments
 Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante

- Toutes les règles et normes en vigueur à la signature du contrat.
 L'entrepreneur se conformera aux prescriptions des fabricants de matériels ou de matériaux pour leur mise en œuvre.

0.0.4 – GENERALITES SPECIFIQUES AUX TRAVAUX DE DESAMIANTAGE

Le désamiantage objet du présent lot concerne tous les matériaux d'ouvrages et d'équipements divers contenant de l'amiante décrits **dans les Rapports AC ENVIRONNEMENT** :

- **du 21/10/2024 Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti situé au 14 avenue Victor Hugo 83690 Salernes - Numéro de dossier : 002EW369193 comportant 54 pages ;**
 - **du 29/10/2024 Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti « Ancienne Ecole des garçons » situé au 12 avenue Victor Hugo 83690 Salernes - Numéro de dossier : 002S0000091-2 comportant 143 pages ;**

Ce rapport joint au présent dossier d'appel d'offres d'entreprises constitue une pièce contractuelle du marché de travaux objet du présent lot.

L'entrepreneur devra donc expressément en tenir compte et s'y référer pour l'exécution de ses travaux et ne pourra se prévaloir de sa non-connaissance.

Il ressort, **ces Rapports AC ENVIRONNEMENT confirment qu'il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.**

L'entrepreneur devra se reporter et appliquer l'ensemble des spécifications techniques et de sécurité, inscrites dans le rapport établi par le coordonnateur SPS et joint au présent dossier de consultation.

0.04.1 – DEFINITION DU PROJET

Les stipulations du présent fascicule du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concernent les travaux de désamiantage en sous-section 3 - travaux de retrait d'amiante : **à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments concernés par la restructuration des bâtiments situés sur les parcelles AI720 et AI721.**

Sont notamment incluses dans les prestations dues par le présent lot :

- la réalisation des ouvrages d'aménagement de chantier propres au présent lot et des ouvrages de confinement du bâtiment,
- la base de vie et les installations de chantier nécessaires inclues les énergies nécessaires (eau électricité téléphone et assainissement),
- les moyens de levage,
- les protections collectives nécessaires pour la réalisation des travaux,
- la mise en place des protections collectives en fin de travaux après les analyses libératoires,
- les déposes et évacuations, selon les normes en vigueur, de matériaux contenant de l'amiante selon les diagnostics et/ou repérages,
- les démolitions et les sondages des ouvrages spécifiques,
- tous les nettoyages, enlèvement des gravats et évacuation aux centres de stockage agréés,
- la protection des ouvrages,
- la signalisation réglementaire,
- le repliement des matériels et installations.

0.04.2 – QUALIFICATION DES ENTREPRISES

Les entreprises intervenant pour la dépose d'éléments contenant de l'amiante devront être titulaires de la certification amiante 1552 délivrée par un organisme certificateur de qualification (QUALIBAT ou AFNOR certification) et s'inscrivant dans les référentiels des normes NF X 46-010 « travaux de traitement de l'amiante - référentiel technique pour la certification des entreprises - exigences générales » et NF X 46-011 « travaux de traitement de l'amiante - modalités d'attribution et de suivi

des certificats des entreprises »

0.04.3 – PLAN DE RETRAIT

Conformément à la réglementation, et en fonction de l'évaluation des risques, l'employeur établit un plan de retrait, dans les délais de 10 jours ouvrables **à compter de la signature du marché et de l'ordre de service de démarrage établi par le Maître d'Ouvrage**, en précisant :

- «1° La localisation de la zone à traiter ;
- «2° Les quantités d'amiante manipulées ;
- «3° Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- «4 ° La date de commencement et la durée probable des travaux ;
- «5° Le nombre de travailleurs impliqués ;
- «6° Le descriptif du ou des processus mis en œuvre ;
- «7° Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre ;
- «8° Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128 ;
- «9° Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- «10° Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- «11 ° Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- «12° Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;
- «13° Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119
- «14 ° Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97 ;
- «15° Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- «16° Un bilan aérodynamique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- «17° La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;
- «18° Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R. 4412-135 ;

La modification du marché de travaux ou des processus entraîne une modification du plan de retrait par le biais d'un avenant.

Le plan de retrait est tenu à disposition sur le chantier et peut être consulté par :

- «1° Les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel ;
- «2° Le médecin du travail ou les membres de l'équipe pluridisciplinaire des services de santé au travail ;
- «3° L'inspecteur du travail ;
- «4° Les agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale ;
- «5° Les agents de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
- «6° Les auditeurs des organismes certificateurs.

«Art. R. 4412-135.-Dans le cas d'une démolition, le plan de démolition prévoit le retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant sauf lorsque celui-ci causerait un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés sur place.

«Art. R. 4412-136.-Les plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage sont communiqués une fois par trimestre au médecin du travail, au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel.

«Art. R. 4412-137.-Un mois avant le démarrage des travaux, l'employeur informe l'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de sécurité sociale dont le ressort territorial est celui du lieu des travaux ainsi que, le cas échéant, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. Il leur adresse à ce titre le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage sur tout support adapté et par tout moyen permettant d'établir la date certaine de réception.

«En cas de travaux justifiés par une situation d'urgence liée à un sinistre, ce délai peut être réduit à huit jours.

« Sur leur demande, l'employeur le transmet également aux organismes certificateurs.

« Art. R. 4412-138.-L'employeur informe l'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de sécurité sociale de tout changement dans les conditions de travail, de toute modification du marché de travaux ou du processus ainsi que de l'ajout d'un nouveau processus susceptible d'entraîner une augmentation significative des niveaux d'empoussièrement. Il précise les mesures d'organisation et de prévention retenues pour la protection des travailleurs et de l'environnement.

« Sur leur demande, l'employeur en informe également les organismes certificateurs.

« L'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de sécurité sociale sont également informés

de tout changement dans la date de démarrage des travaux.

Ce plan de retrait, accompagné de la déclaration d'ouverture de chantier et de la liste des mesures de sécurité envisagées, sera adressé :

0.04.4 – MODE OPERATOIRE

L'entrepreneur du présent lot devra joindre dès l'Ordre de Service le mode opératoire qu'il décide de choisir dans le cadre de l'opération.

- au maître d'ouvrage,
- au coordonnateur SPS,
- à l'OPPBTP (pour avis),
- à la DREETS (pour avis),
- à la médecine du travail (pour avis),
- à la CARSAT (pour avis),
- ainsi qu'à la maîtrise d'œuvre pour information.

Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après l'envoi de ces documents.

L'entrepreneur sera tenu, dans le cadre de son forfait, de tenir compte des observations formulées par les organismes auxquels le plan de retrait est soumis pour avis.

Il devra clairement indiquer :

- les moyens en personnel,
- les moyens en matériel,
- son planning,
- l'analyse du risque,
- la description des techniques de retrait mises en œuvre,
- le lieu de décharge envisagé,
- les moyens de levage et d'évacuation.

Ce mode opératoire prendra en compte :

- La mise en œuvre des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement permettant de réduire au niveau le plus bas techniquement possible,
- La mise en œuvre des protections collectives éventuelles
- la durée et le niveau d'exposition des travailleurs et de garantir l'absence de pollution de l'environnement de travail,
- Mettre en œuvre les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres d'amiante à l'extérieur de la zone,
- Mettre en place des moyens de protection collective adaptés au cours de la phase de préparation de l'opération,
- Mettre à disposition des travailleurs les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés aux opérations à réaliser,
- S'assurer du maintien en état et du renouvellement des moyens de protection collective et des équipements de protection individuelle.

0.0.5 – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Installation générale de chantier à charge du présent lot comprenant (les prescriptions du PGCSPPS complètent également la liste ci-après) :

- Prise en charge du site, sécurisation et hygiène, nettoyage général des zones d'interventions y compris toutes désinfections si nécessaires,
- mise en place des branchements électriques à partir de la source d'alimentation et mise en place d'un comptage des consommations,
- mise en place des branchements d'eau et évacuation sur un point d'eau et mise en place d'un comptage des consommations,
- mise en place de locaux « base vie » conformes à la réglementation et au niveau concerné par les travaux, (sanitaires, vestiaires, réfectoire)
- contrôle des installations électriques par un organisme agréé,
- barrières de clôtures de chantier et tous frais d'occupation du domaine public si nécessaire.

Y compris également :

- Les installations spécifiques de chantier liées au Désamiantage dont notamment :
- La réalisation des zones de confinement,
- la séparation des zones à traiter (mise en place de polyane, etc.),
- la mise en place des équipements de sécurité et de décontamination,
- la mise en place d'une aspiration THE,
- la mise en place de panneaux d'informations et d'interdiction d'accès aux zones à traiter,
- la création de toute aire de stockage fermée (benne intégralement étanche et fermée à clé),
- les moyens permettant à la Maîtrise d'œuvre de contrôler la gestion des travaux de désamiantage (installation de caméras dans des zones sécurisées, etc.),
- groupes électrogènes,
- transport et évacuation des déchets.
- Ainsi que tous les autres équipements et dispositifs nécessaires à la réalisation des travaux, ou demandés par l'inspection du travail ou le coordonnateur SPS.

L'entrepreneur doit prévoir la protection de son chantier en conformité avec la réglementation de sécurité et les impératifs du Maître d'ouvrage.

0.0.6 – DECHARGES POUR LES DECHETS AMIANTES

L'entreprise devra préciser, à l'appui de son offre, l'adresse des décharges qu'elle envisage d'utiliser, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservant un droit de contrôle en cours de chantier :

- La classe des décharges devra être totalement compatible avec le type de matériaux à évacuer, les recherches et demandes d'autorisations nécessaires étant à la charge de l'entrepreneur.
- L'ensemble des frais de décharge reste à la charge de l'Entreprise.

0.0.7 – CONTROLES DES TRAVAUX EN COURS DE CHANTIER

L'Entrepreneur doit tous les moyens nécessaires à la Maîtrise d'œuvre pour contrôler les travaux de désamiantage (installation de caméras dans des zones sécurisées, etc.).

0.0.8 – CONTROLES ET ANALYSES

L'entrepreneur aura à sa charge technique et financière, la mise en place d'un organisme accrédité pour procéder à la stratégie d'échantillonnage, aux prélèvements et analyses des empoussièrtements. Celle-ci sera diffusée au Maître d'Ouvrage et au Bureau d'Etudes.

Il est rappelé que l'entreprise prendra toutes dispositions et en permanence, pour que le niveau d'empoussièrtement soit conforme à la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux.

D'autre part, l'entreprise prévoira dans offre un forfait pour :

- 10 mesures d'empoussièrtements environnementales sur simple demande du Maître d'ouvrage ou du bureau d'études

Toutes les semaines, une réunion sur site avec contrôles des documents, des analyses reçues, etc. aura lieu.

0.0.9 – MOYENS DE LEVAGE / ECHAFAUDAGES

Dans le cadre de ces travaux, l'entreprise mettra en place toutes les protections collectives nécessaires de type nacelle ciseau, échafaudage de pieds ou autre moyen. Ces protections collectives empêcheront tous risques de chutes lors de toutes interventions en hauteur

Une sapine avec treuil, ou élévateur, pourra être mise en place pour l'évacuation des gravats et des déchets/ matériaux amiante.

Lors du stockage des matériaux/matériels, l'entreprise respectera la surcharge admissible de planchers.

0.0.10 – EQUIPEMENT INDIVIDUEL

Les personnels intervenants dans les zones de travaux seront équipés des EPI réglementaires à la dépose de matériaux amiantés. Et conforme aux niveaux d'empoussièrtement maximum conforme à la réglementation en vigueur lors de la réalisation des travaux.

0.0.11 – TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB

Selon les rapports Diagnostic plomb avant Travaux établis par AC ENVIRONNEMENT joints au présent DCE :

- Diagnostic Plomb avant travaux de l'immeuble 14 avenue Victor Hugo 83690 Salernes Référence n° 002EW369193 en date du 14/10/2024 et comportant 28 pages ;
- Diagnostic Plomb avant travaux de l'immeuble « ancienne école des garçons » au 12 avenue Victor Hugo 83690 Salernes référence n° 002S0000091-2 en date du 17/10/2024 et comportant 101 pages.

Il ressort pour tous les bâtiments concernés un constat de risques d'exposition au plomb, faisant état de valeurs de concentrations surfaciques supérieures ou égales à 1 mg/cm² sur certains ouvrages et/ou équipements.

Ce rapport joint au présent dossier d'appel d'offres d'entreprises constitue une pièce contractuelle du marché de travaux objet du présent lot.

L'entreprise devra examiner attentivement le rapport de diagnostic plomb et recouper la localisation des revêtements contenant du plomb afin d'intégrer le risque dans son évaluation des risques et mettre en place les protections collectives et individuelles adaptées. Les ouvrages contenant du plomb seront évacués selon les filières autorisées.

0.1 – PREAMBULE :

L'entreprise devra la dépose et l'évacuation de matériaux contenant de l'amiante. Les moyens et les méthodes de travail seront déterminés par l'entreprise et détaillés dans le mémoire technique. L'entreprise veillera :

- à assurer la sécurité des internes et des salariés,
- à assurer la sécurité des riverains,
- à interdire efficacement l'accès au site aux personnes non-autorisées,
- à signaler les zones à risques par des panneaux informatifs.

Installation de chantier : à prévoir conformément aux spécifications de l'article 0.0.5

L'Entreprise devra procéder à l'analyse du risque pour déterminer le mode opératoire d'évacuation des matériaux amiantés. Les modes opératoires devront être figurés dans le mémoire technique et ce, pour chaque type de matériaux amiantés à déposer. La méthodologie retenue devra avoir été validée par tous les organismes compétents (Inspection du travail, CARSAT etc...).

L'Entreprise doit une obligation de résultat pour la dépose des matériaux amiantés quel que soit la technique qui aura été préalablement validée par les organismes compétents. Elle doit également réaliser tous les autocontrôles nécessaires à démontrer que les personnes à proximité des confinements ne sont pas mises en danger (analyse laboratoire, etc.).

0.2 – ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE RETRAIT :

Conformément aux dispositions de l'article 0.0.4.3

0.3 – INSTALLATIONS SPECIFIQUES AUX TRAVAUX DE DESAMIANTAGE :

Conformément aux dispositions des articles 0.0.5 et 0.0.6

0.4 – DEPOSE ET EVACUATION DES MATERIAUX AMIANTES :

0.4.1 Travaux de désamiantage retrait :

Retrait in situ et à pied d'œuvre de les matériaux et produits contenant de l'amiante selon méthodologie spécifique propre au savoir de l'entreprise agréée.

Les matériaux et produits sont rappelés ci-après suivant tableau récapitulatif et plans de localisations correspondantes aux extraits des **Rapports AC ENVIRONNEMENT** :

- du 21/10/2024 Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti situé au 14 avenue Victor Hugo 83690 Salernes - Numéro de dossier : 002EW369193 comportant 54 pages ;

- du 29/10/2024 Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti « Ancienne Ecole des garçons » et incluant aussi les bâtiments annexes situé au 12 avenue Victor Hugo 83690 Salernes - Numéro de dossier : 002S0000091-2 comportant 143 pages

Ces rapports devront bien évidemment être pris en compte par l'entreprise du présent lot, **dans leurs intégralités.**

Pour l'essentiel cela concerne les retraits :

S'agissant de l'immeuble bâti situé au 14 avenue Victor Hugo :

- Des conduits en fibres-ciments
- des plinthes avec colles

Localisation	Catégorie	Composant	Partie de composant	Sur avis / réf pré.
Vol 1 (Hangar)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit fluide non identifié	Conduit en fibres-ciment	P5
Vol 4 (Séjour)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (plinthe)	P22
Vol 6 (Dégagement 3)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (plinthe)	P22
Vol 9 (Salle d'eau)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (plinthe)	P34

S'agissant de l'immeuble bâti « Ancienne Ecole des garçons » (incluant aussi des bâtiments annexes) situé au 12 avenue Victor Hugo :

- Des conduits en fibres-ciments
- des revêtements muraux avec colles
- des revêtements de sols avec colles

Localisation	Catégorie	Composant	Partie de composant	Sur avis / réf pré.
Vol 43 (W.c 3)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (faïence)	002S0000091 n°32
Vol 40 (Chambre 4)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colles de carrelage	002S0000091 n°34
Vol 40 (Chambre 4)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (plinthe)	002S0000091 n°35
Vol 14 (Sdb 1)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (faïence)	002S0000091 n°49
Vol 15 (W.c 2)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (faïence)	002S0000091 n°50
Vol 10 (Sanitaires 3)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colles de carrelage	002S0000091 n°97
Vol 10 (Sanitaires 3)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colles de carrelage	002S0000091 n°98 Phase 1
Vol 10 (Sanitaires 3)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (plinthe)	002S0000091 n°100
Vol 36 (Façade 1)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit fluide non identifié	Conduit en fibres-ciment	P122
Vol 12 (Local 2)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit fluide non identifié	Conduit en fibres-ciment	P122
Vol 36 (Façade 1)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit fluide non identifié	Conduit en fibres-ciment	P123
Vol 36 (Façade 1)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit fluide non identifié	Conduit en fibres-ciment	P124
Vol 36 (Façade 1)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit fluide non identifié	Conduit en fibres-ciment	P125

0.4.2 Mise en place du confinement :

La neutralisation des différents dispositifs de ventilation, de climatisation ou tout autre système pouvant être à l'origine d'un échange d'air entre l'intérieur et l'extérieur de la zone à traiter. L'obstruction de toutes les ouvertures donnant directement sur la zone à traiter.

La construction d'une enveloppe double peau étanche au passage de l'air et de l'eau autour des éléments de construction, des structures ou des équipements à traiter, y compris en partie basse, sur le sol.

Un tunnel comportant cinq compartiments (sas) permettant la décontamination des intervenants et des équipements doit constituer pour les personnes la seule voie d'accès depuis l'extérieur vers la zone de travail.

La zone de travail doit être maintenue en dépression par rapport au milieu extérieur par la mise en place d'extracteurs adaptés, équipés de préfiltres et de filtres absolus à très haute efficacité. Un dispositif de mesures vérifiera en permanence le niveau de dépression.

Un test à l'aide d'un générateur de fumée est effectué avant le début des travaux pour s'assurer de l'étanchéité de la zone.

Pendant la durée des travaux, on procède périodiquement à une pulvérisation de liquides permettant la sédimentation des fibres en suspension dans l'air afin d'abaisser au niveau le plus faible possible la concentration en fibres d'amiante dans l'atmosphère.

0.4.3 Les contrôles effectués en cours de chantier :

La surveillance de l'étanchéité, des rejets (air et eau) et de l'atmosphère de la zone dans laquelle sont effectuées les opérations, doit être réalisée suivant un programme préétabli pour toute la durée du chantier.

Un registre doit être tenu, consignnant l'ensemble des résultats de cette surveillance.

Ce registre comportera notamment les résultats des analyses effectuées dans le compartiment où se fait l'enlèvement de la protection respiratoire, le nombre de vérifications effectuées ainsi que le nombre de changements des préfiltres et filtres absolus des protections individuelles et collectives.

0.4.4 Dépose des équipements techniques en contact avec l'amiante :

Tous les matériaux en contact avec l'amiante non décontaminable et déposé en confinement lourd feront l'objet d'une décontamination à l'intérieur du confinement et évacuation en décharge classe 2.

0.4.5 Définition « enlèvement d'amiante » :

L'ensemble des produits amiantifères et produits contaminés par la poussière d'amiante ainsi que les poussières sur les constructions (murs, plafonds, faux-plafonds et leurs supports, sol portes etc..) sont à éliminer de façon à ce qu'il ne reste plus de quantités visibles (perceptibles à l'œil nu).

Les poussières dans l'air seront éliminées par aspiration et filtration. Un dépoussiérage fin des zones au-dessus des faux plafonds sera également prévu, par voie humide si nécessaire.

Les difficultés d'enlèvement résultent surtout de l'accessibilité aux surfaces à traiter.

0.4.6 Matériel et équipement :

L'aspirateur sera du type avec filtre absolu en matière durable. Le carter de cet aspirateur devra pouvoir être fermé hermétiquement de manière à ce que des matières contenant de l'amiante ne puissent pas se répandre pendant son utilisation.

0.4.7 Méthode de travail pour l'enlèvement de l'amiante :

L'enlèvement se fait de manière à ce que la génération et la dispersion de particules d'amiante soient réduites au strict minimum et ayant soin de ne pas endommager les parties de constructions ou d'installations existantes et qui seront conservées.

Tant qu'il n'y aura pas de risque électrique, on utilisera la méthode « humide ».

Dès leur enlèvement, l'entreprise devient le gardien responsable des matériaux, éléments, installations techniques et déchets.

En cette qualité, il en assure le traitement, le stockage et le versage dans des conditions optimales de sécurité et d'hygiène, en veillant tout spécialement au respect de la réglementation applicable à la gestion des déchets dangereux.

Un chantier test pourra être réalisé si l'entreprise ou le maître d'ouvrage le décide. L'entreprise aura, précédemment, réalisé son évaluation de risques qui garantira la valeur limite d'exposition professionnelle pour les travailleurs exposés à la réglementation en vigueur.

0.4.8 Emballage :

L'amiante, les matériaux contenant de l'amiante et les matériaux contaminés par l'amiante sont humidifiés et emballés dans des emballages étanches à la poussière.

Les sacs ne pourront pas être trop remplis et ne pourront contenir des objets à angles aigus. Ils doivent être bien ligaturés, dépoussiérés et lavés avant évacuation par le sac.

D'autres emballages étanches à la poussière et spécialement conçus pour les objets à angles aigus.

0.5 – NETTOYAGE :

Les opérations décrites ci-dessous donnent une description détaillée des procédures qui seront suivies pour le

nettoyage et la décontamination de l'ensemble des surfaces permanentes et/ou de la zone de travail.

0.5.1 – Nettoyage humide :

Le nettoyage humide nécessite l'utilisation de serviettes jetables à haute capacités d'absorption telles que des serviettes en papiers ou des chiffons. L'espace à nettoyer et/ou à décontaminer sera aspergé à l'eau propre au moyen d'un système de pulvérisation et sera ensuite séché au moyen de serviettes. Dès qu'elles seront humides ou imprégnées, les serviettes seront jetées dans un sac de déchets d'amiante.

0.5.2 – Brossage des surfaces :

Les surfaces des éléments de construction à conserver, et dont l'amiante ou les matériaux contenant de l'amiante ont été enlevés, seront brossées de manière énergétique au moyen d'une brosse en poils solides afin d'enlever toutes les fibres restantes. Après le brossage des surfaces, la brosse sera évacuée en tant que matériau contenant de l'amiante.

0.5.3 – Nettoyage final :

Le nettoyage final consistera en un nettoyage à sec ou humide, selon les besoins de l'ensemble des surfaces de la zone de travail, y compris des feuilles de polyéthylène des outils, des échafaudages, etc.

Le nettoyage sera poursuivi jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucune trace de poussière, de décombres ou de restes visibles sur les feuilles en plastique ou sur les autres surfaces.

L'entreprise effectuera une inspection visuelle complète de l'ensemble de la zone de travail, y compris la zone de décontamination. Cette inspection permettra de détecter la présence éventuelle de fragments de toute nature, de rester sur les surfaces, etc. En cas de découverte de tels restes ou de décombres, l'entreprise recommencera le nettoyage final et poursuivra les opérations de décontamination à partir de ce point.

Le préfiltre et filtre intermédiaire seront enlevés de chaque système d'évacuation d'air avec filtre absolu, et évacués en tant que déchets contenant de l'amiante, l'entreprise procédant ensuite au placement d'un préfiltre et d'un filtre intermédiaire nouveaux.

On attendra environ 6 renouvellements de volumes d'air pour permettre la retombée des particules et pour permettre aux ventilateurs à filtre absolu de purifier l'air en le débarrassant des filtres d'amiante encore présentes dans l'air. La pression différentielle sera maintenue en permanence.

Le contenu de l'aspirateur à filtre absolu sera évacué dans l'espace confiné. Toutes les surfaces seront contrôlées visuellement par le Maître d'ouvrage ou son représentant à la fin de ces opérations de nettoyage et il sera procédé à un nouveau nettoyage au cas où des poussières ou des décombres seraient encore découverts. Dans le cas contraire, l'entreprise et le Maître d'ouvrage établiront le protocole d'inspection visuelle suite à quoi l'autorisation de procéder au contrôle ultime de la décontamination de l'air sera donnée.

0.6 – GESTION DES DECHETS AMIANTES :

0.6.1 – Définition et manipulation :

Il existe deux types de déchets :

- Les déchets amiantés allant en décharge contrôlée (classe 1).
- Les déchets amiantés allant en décharge contrôlée (classe 2) suivant réglementation.

De ce fait, le titulaire du présent lot devra considérer, en suivant la procédure de travail imposée, comme déchets amiantés les déchets suivants :

- Les produits issus des sols et des colles y compris les matériaux amentifères et les poussières
- Les matériaux du confinement (films plastiques, filtres à air et à eau, etc.)
- Les équipements de protection du personnel (combinaisons jetables, gants, surbotages, etc...).
- Une étiquette sera apposée sur chaque sac précisant:
- La nature des déchets

- Le titulaire du présent lot et le nom du responsable
- La date d'ensachage.

Les déchets amentifères ne pourront être éliminés qu'en décharge dûment autorisée au titre de la législation sur les installations classées.

Les autres déchets (équipements techniques non amiantés et faiblement contaminés) pourront être éliminés au titre de gravats de chantier dès lors qu'ils auront fait l'objet d'un dépoussiérage soigné et d'un lavage avant leur sortie des zones confinées.

Le titulaire du présent lot s'occupera du transport jusqu'au lieu de traitement, ainsi que de tout travail de manutention pour charger et décharger les camions.

0.6.2 – Transport :

Le transport devra être effectué dans ces bennes et le transporteur devra respecter la réglementation en vigueur (notamment l'Arrêté du 17 octobre 1977). Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander un changement de l'entreprise effectuant les transports, notamment si celle-ci ne respecte pas la réglementation relative au transport.

Le titulaire du présent lot tiendra à jour un registre du tonnage (fiche de pesées) et les bordereaux de suivi de déchets industriels dont une copie avec le visa du responsable de l'installation de traitement devra être adressée au Maître d'œuvre continuellement.

Les taxes de mises en décharge ou en installation de traitement seront à la charge de l'entreprise. Celle-ci devra intégrer dans son prix le montant de la taxe de mise en décharge, ainsi que les augmentations prévisibles de cette taxe et ne pourront donc se prévaloir d'aucune augmentation ultérieure de ce poste.

0.7 – CONTROLES ET ANALYSES :

0.7.1 – Généralités :

L'entrepreneur est responsable de l'enlèvement de l'amiante et est tenu de fournir la preuve qu'il en est ainsi. Il assure ainsi un autocontrôle de son chantier. Il remettra au Maître d'œuvre ses rapports de contrôle, que celui-ci utilise pour sa propre information.

Le Maître d'œuvre pourra, pendant toute la durée du chantier, demander des contrôles réguliers :

- Contrôle des installations de chantier (confinement, protection du personnel, etc.),
- Contrôle des opérations d'enlèvement d'amiante et de nettoyages,
- Contrôle de l'air.

0.7.2 – Contrôles visuels :

Après enlèvement complet de l'amiante et premier nettoyage, il sera procédé à un contrôle visuel contradictoire de toutes les surfaces à l'intérieur du confinement. Le Maître d'ouvrage désigne un contrôleur.

0.7.3 – Garanties :

L'Entreprise garantit l'élimination complète de l'amiante.

Cette garantie engage l'entreprise à effectuer ou à faire effectuer à ses frais, dans un délai maximum de 10 jours, sur simple demande du Maître d'ouvrage, tous travaux de décontamination nécessaires pour éliminer toute présence d'amiante qui serait constatée à la suite d'une déféctuosité des conditions d'exécution.

0.8 – D.O.E. ET RAPPORT FIN DE CHANTIER :

Conformément à la réglementation, l'Entreprise doit fournir, en fin de chantier, un dossier comprenant (liste est non exhaustive) :

- Le CAP,
- Les BSDA,
- Le plan de retrait,
- Les avis du médecin du travail,
- Les courriers (inspection du travail, CARSAT, OPPBTP ...),
- Les copies des analyses d'air,

- Le point 0 et PV test de fumée,
- PV de la 1^{ère} restitution,
- Plans après travaux : Cartographie des matériaux enlevés et restant,
- PV de restitution des locaux au Maître d'Ouvrage,
- Les copies du listing du matériel utilisé (extracteurs, aspirateurs, etc.),
- La copie de la liste du personnel avec registre entrée/sortie du personnel.